NEWSLETTER

Novembre 2021

SOMMAIRE

- LE NIGERIA DÉTIENT LA PLUS GRANDE RAFFINERIE DE PÉTROLE DU MONDE
- PANORAMA DES MESURES DE RÉDUCTIONS PÉTROLIÈRES DE L'OPEP AU REGARD DE LA PRODUCTION DU NIGERIA ET DE L'ACCORD DE L'ARABIE SAOUDITE AVEC L'OPEP
- LE FINANCEMENT DES PRODUITS PETROLIERS, UN DEFI à VENIR
- LE VICE PRÉSIDENT S'OPPOSE AU NON FINANCEMENT DES PROJETS DE GAZ
- LA PIA AUGMENTERA LA PRODUCTION PÉTROLIÈRE DU NIGERIA DE 317% POUR ATTEINDRE 4 MILLIONS DE BARILS PAR JOUR
- EVOLUTION MONDIALE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET PERSPECTIVES AFRICAINES
- GUINEE BISSAU, LE SENEGAL EN CHARDE DE PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT DES HYDROCARBURES DANS LA ZONE DU BASSIN MSGBC

LE NIGERIA DÉTIENT LA PLUS GRANDE RAFFINERIE DE PÉTROLE DU MONDE

À peine dix ans après sa découverte en 1957, le pétrole a été l'un des principaux motifs de la guerre civile qui a déchiré le Nigeria. La production a rarement dépassé 2 millions de barils par jour depuis lors, et de nombreux économistes accusent le secteur public. Le Nigeria est assis sur 37 milliards de barils de pétrole, ce qui suffit à alimenter le pays pendant 273 ans, mais le premier producteur de pétrole d'Afrique importe toujours du pétrole d'autres pays. Selon l'ancien DG de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lagos, Dr. Muda Yusuf, ces raffineries appartiennent à l'Etat et nous savons ce qu'il en est depuis 10 ans. Elles ont été très peu performantes et sont devenues un sérieux handicap.

Ces raffineries ont été très peu performantes et représentent un problème majeur. Le problème du vol de pétrole par des groupes militants est endémique au Nigeria, selon certaines estimations, 15 % de tout le brut produit est volé et se retrouve sur le marché noir. La NNPC exploite quatre raffineries qui ne fonctionnent qu'à une fraction de leur capacité, la plus récente ayant quarante ans selon un porte-parole et analyste pétrolier et gazier, Bode Ososami, qui a déclaré que le pétrole ne doit pas être une malédiction.

Il est plus exact de dire que le pétrole a été une opportunité gâchée pour le Nigeria et que cette situation n'a pas lieu d'être. Il a également mentionné que les pays disposant d'abondantes ressources naturelles ont tendance à avoir des défis à relever en matière de croissance économique et de développement des richesses lorsqu'on les compare à ceux qui disposent de moins de ressources naturelles. La question n'est pas le pétrole en soi, mais la façon dont il a été géré.

Faire fonctionner une raffinerie dans un environnement marqué par un oléoduc piraté, une pollution sévère, des enlèvements, et surtout en cette période de changement climatique et de la prise de conscience par le grand public de la nécessité de trouver des sources d'énergie alternatives, l'avenir du Nigeria continue pourtant de se préciser en ce 21e siècle. Le Nigeria possède des ressources naturelles à cent pieds sous terre, et celles-ci pourraient bien métamorphoser la richesse de la Nation.

Dans certains pays, la découverte du pétrole a provoqué une richesse et un développement sans précédent, tandis que dans d'autres pays, la découverte du pétrole a conduit à la stagnation économique et à la corruption. En effet, le pétrole lui-même est doté d'excellentes qualités, il contient peu de soufre, est facile à combiner et son forage est relativement simple.

Le magnat des affaires et entrepreneur Aliko Dangote a décidé de construire une raffinerie. Selon Dangote, la raffinerie produirait 650 000 barils par jour. Le Nigeria exporte près de 2 400 000 barils par jour et nous n'en raffinons pas du tout, a-t-il déclaré.

Pour un pays comme l'Inde, la capacité de production est d'environ 5 millions de barils par jour, et c'est un pays où il n'y a pas de pétrole du tout. Le Nigeria est assis sur plus de 2 400 000 barils à ce jour et nous ne raffinons pas le moindre de ces hydrocarbures. C'est l'occasion de hisser l'industrie pétrolière et gazière nigériane là où elle devrait être. Notre consommation de pétrole est importée à presque 100%, alors que notre pays possède la dixième réserve mondiale de pétrole.

Selon Godwin Emefiele (gouverneur de la Banque Centrale), installer une raffinerie de 650 000 barils par jour est normalement une démarche mise en place par des pays souverains, et non par une entreprise individuelle, quelle que soit sa taille. Selon M. Dangote, la raffinerie va participer à la transformation non seulement du secteur pétrolier et gazier, mais également de la totalité de l'économie du pays. Elle emploiera directement et indirectement des millions de personnes, ce qui créera des opportunités d'emploi au Nigeria.

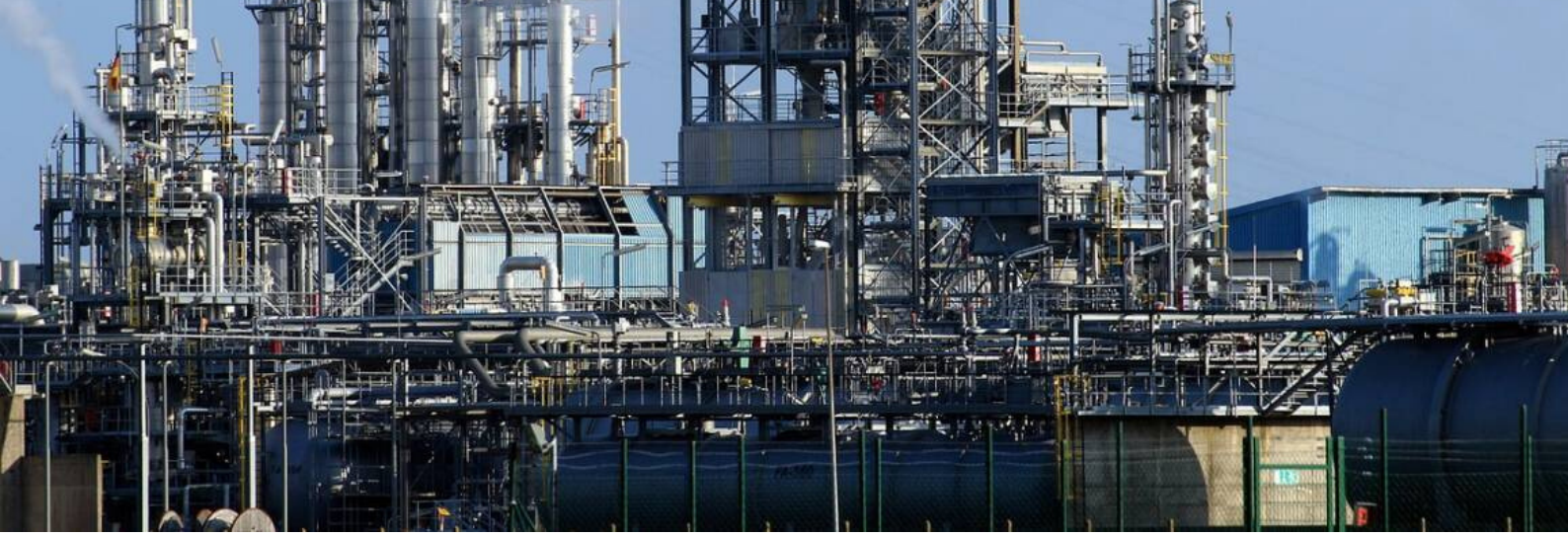
En effet, en s'appuyant sur la transformation de l'économie, le gouvernement disposera de plus de fonds pour financer l'éducation, la santé et les infrastructures. Selon M. Dangote, il est très regrettable qu'un pays aussi riche en ressources que le Nigeria, qui compte plus de 200 millions d'habitants, continue à importer des produits pétroliers. Il a donc pensé qu'il fallait y remédier, et puisque le Nigeria lui a été très favorable, il a décidé de se lancer dans ce projet.

Il a toutefois précisé qu'ils avaient essayé en 2007 mais que les autorités de l'époque s'étaient désintéressées du projet. Toutefois, le gouvernement actuel est désormais favorable à la réalisation de ce projet au Nigeria. Quelque 57 000 personnes sont appelées à travailler sur le site. 11 000 ingénieurs originaires de divers pays du monde y travaillent déjà, tandis que plus de 28 000 Nigérians suivent une formation intensive sur le site.

Il s'agit de la plus grande au monde, a déclaré M. Dangote, regorgeant de machines lourdes, de grues, de tours massives, etc., avec 2500 hectares de terrain, des chauffeurs provenant de différentes parties du monde. La construction devrait être finalisée au début de l'année prochaine, avec un effectif de 40 000 personnes au travail.

Le gouverneur de la CBN a déclaré que leur seule préoccupation est que cela va contribuer à atteindre leur "objectif de substitution" des importations, à savoir que les biens qui sont actuellement importés dans le pays, avec les maigres devises étrangères, soient dorénavant produits localement permettant ainsi d'économiser les devises qui auraient été utilisées pour financer l'importation des produits. La production locale de produits pétroliers nous confèrera une stabilité monétaire, car actuellement, 25 % de nos devises étrangères sont consacrées à l'importation de produits pétroliers.

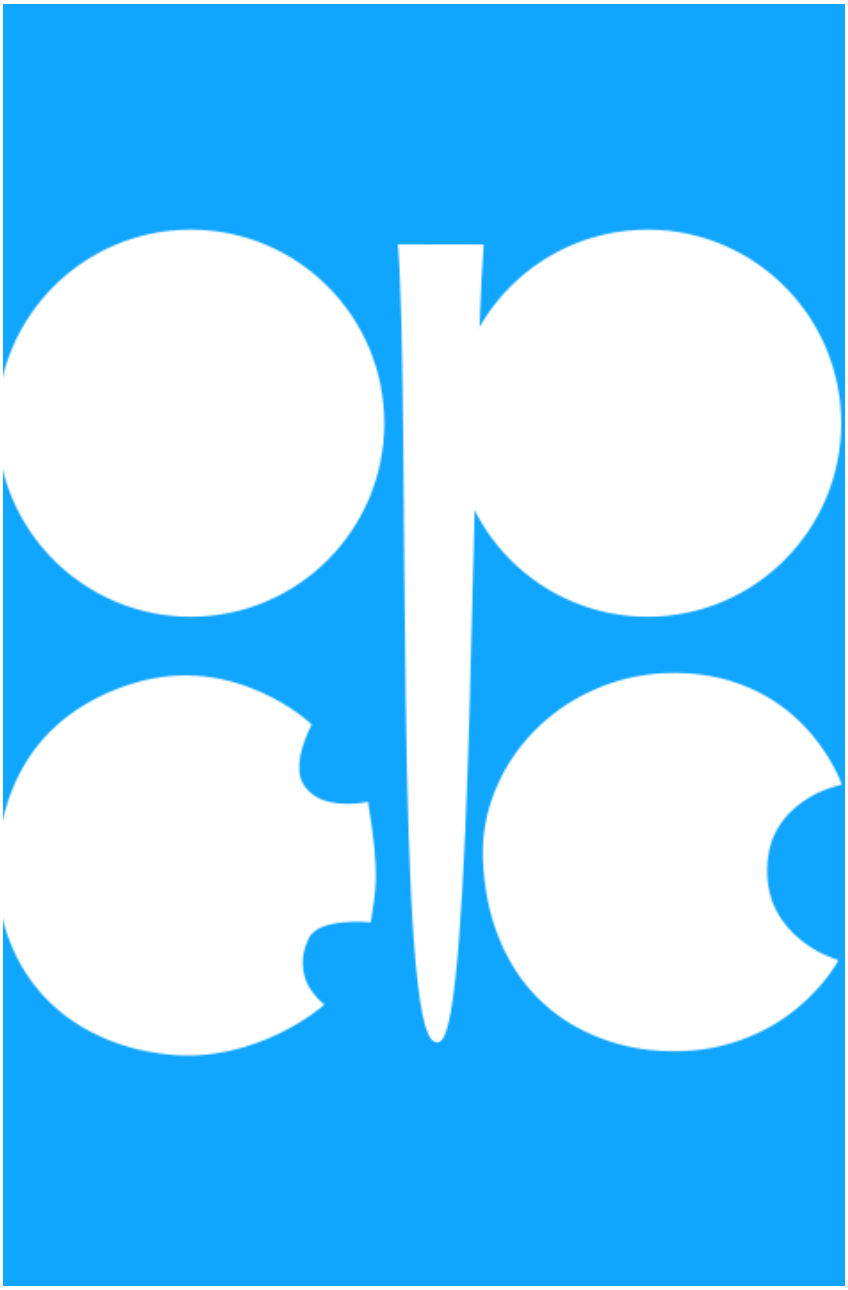
Mais si nous devions dépenser 8 à 9 milliards de dollars pour des importations, nous ne le ferions pas car nous avons la capacité de tout satisfaire. Qu'il s'agisse de PMS, de diesel ou de carburant d'aviation, et bien d'autres encore, les excédents pourront être exportés pour que le pays récupère des devises étrangères. Même notre balance commerciale serait transformée et le naira s'en trouverait renforcé, car nous n'aurions pas à importer les produits finis de nos matières premières. (La NNPC) prélève une part de 20 %. Il est possible que la raffinerie Dangote porte son nom, mais il n'en est pas le seul et unique détenteur.



PANORAMA DES MESURES DE RÉDUCTIONS PÉTROLIÈRES DE L'OPEP AU REGARD DE LA PRODUCTION DU NIGERIA ET DE L'ACCORD DE L'ARABIE SAOUDITE AVC L'OPEP

Dès début 2020, l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) a commencé à procéder à d'importantes réductions de la production de pétrole. Cette décision s'explique par la crainte qu'un ralentissement économique ne crée un excédent de l'offre de pétrole brut et que la demande de pétrole brut ne diminue encore, en raison de la pandémie de COVID 19. Cette décision a conduit l'OPEP à procéder à des réductions de la production de pétrole de 7,2, 7,13 et 7,05 millions de barils par jour (bpj) à partir de janvier, février et mars 2021. En avril 2021, l'OPEP a diffusé un quota de production qui a permis de réduire la production cible de 1,14 million de barils par jour de mai à juillet 2021.

Les baisses de production ont été ramenées à 6,55, 6,20 et 5,76 millions de bpj en mai, juin et juillet. Cette décision a été prise en réaction à la reprise graduelle dans le monde et à la hausse notable des prix du pétrole brut.
Au cours de la dernière réunion de l'OPEP et de ses alliés qui s'est tenue virtuellement le 18 juillet 2021, l'OPEP a proposé une nouvelle réduction de la production de 0,4 million de bpj sur une base mensuelle à partir d'août 2021. La décision de continuer à réduire les réductions de production convenues est un signal que l'économie se remet de l'impact de la pandémie COVID 19 et que la demande de pétrole brut et de ses dérivés augmente, nous ne pouvons qu'espérer que cette tendance reste la même compte tenu de la nouvelle variante COVID 19 et de son incidence sur les pays du monde entier.



Par ailleurs, dans un contexte de réduction de la production de l'OPEP de près de 10 millions de barils par jour en 2020 et d'un allègement progressif des réductions de production à environ 5,8 millions de bpj, les Émirats arabes unis (EAU) et l'Arabie saoudite étaient en désaccord sur les volumes de production, en raison du rejet par les EAU de l'accord mené par l'Arabie saoudite en vue d'augmenter la production au-delà de la limite fixée pour le début de 2022. .

Alors que l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont tous deux approuvé l'augmentation de la production, les Émirats se sont opposés à la prolongation de l'accord existant d'avril 2022 jusqu'en décembre 2022, à moins qu'un quota de production plus élevé ne leur soit accordé

Ce désaccord, qui a provoqué une fluctuation des prix mondiaux du pétrole, a finalement été résolu lorsque les Émirats Arabes Unis sont parvenus à un consensus avec l'Arabie Saoudite, leader de facto de l'OPEP en juillet 2021. Les parties sont parvenues à un compromis provisoire qui devrait être approuvé lors d'une réunion non encore programmée entre le cartel et l'OPEP.

LE FINANCEMENT DES PRODUITS PETROLIERS, UN DEFI À VENIR

La majeure partie des réserves de pétrole et de gaz se trouve dans les pays en développement et la découverte de gisements importants se poursuit. Cependant, ils sont confrontés à d'importants défis à venir. Un nombre sans cesse croissant d'organismes financiers renoncent à investir dans de nouveaux projets en raison de l'évolution mondiale vers des sources d'énergie renouvelables plus propres.

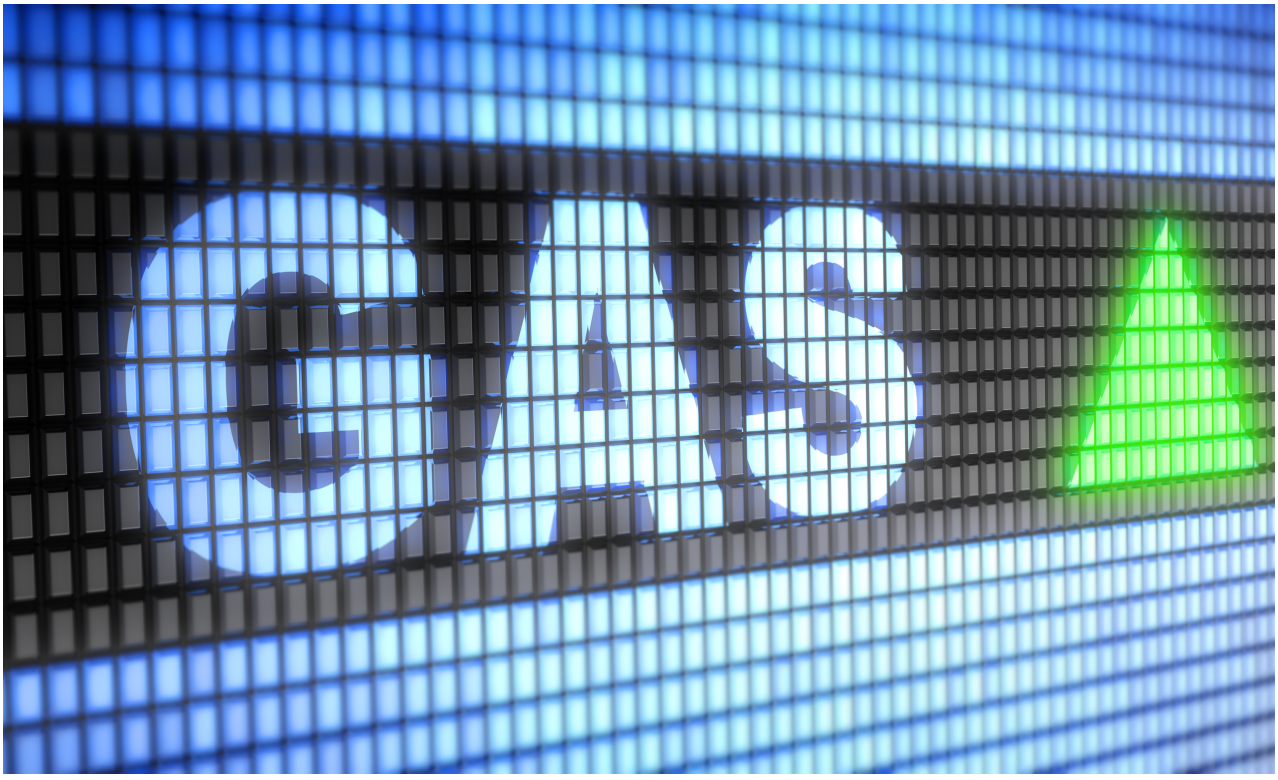
En attendant, ces dernières découvertes de pétrole/gaz requièrent des investissements importants. La demande d'énergie croît à un rythme très rapide dans les pays en développement et constitue indéniablement l'une des clés de voûte du développement. Il n'y aura pas d'industrialisation sans sources d'énergie fiables et pas de développement sans industrialisation. Comprendre cette corrélation est une nécessité absolue pour l'avenir du monde. A l'inverse, toute erreur de perception de la situation aura des conséquences catastrophiques dans le futur.

Il est fréquent que nous n'évaluions pas correctement l'impact que chaque secteur peut avoir sur la "sécurité mondiale". Aborder certaines problématiques comme la pauvreté, l'immigration, ou encore la sécurité exige que l'on s'y prenne de la même manière pour résoudre les grands défis. Nous devons changer de paradigme et prendre conscience des répercussions de nos actions pour parvenir à trouver des solutions durables.

Certaines études réalisées dans les années 1990 prévoyaient que la consommation de pétrole et de gaz naturel augmenterait dans les pays en développement et diminuerait dans les pays développés entre 1998 et 2010.

Le pétrole serait principalement utilisé pour le transport dans les pays "occidentaux". Face à la réalité d'aujourd'hui, nous assistons à l'essor des voitures électriques. L'industrie automobile met tous les moyens en œuvre pour effectuer une transition rapide, ce qui aura un effet considérable à l'échelle mondiale. Cela aura en effet un impact immense sur l'industrie automobile, y compris dans cette partie du monde.

Il est urgent de déterminer avec précision à quel moment les ressources pétrolières seront intégralement exploitées dans le monde, et notamment dans les pays en développement. La suite logique sera de développer une sortie stratégique ou une transition vers d'autres sources d'énergie. Dans ces pays, le gaz semble être largement disponible et cela en fait une excellente source d'énergie alternative. Il est également crucial de ne pas perdre de vue les sources solaires et éoliennes.



La majorité des multinationales ont en effet conscience de la situation actuelle et se sont recentrées sur les pays en développement pour leur croissance future. Elles modifient même leurs noms pour les rendre politiquement corrects. Dans ce secteur, la clé du succès restera d'être proactif et d'anticiper les nouvelles tendances.

Le financement des nouveaux projets d'O/G est un défi majeur pour les pays en développement, si bien que toutes les ressources doivent être mises en commun pour éviter qu'ils ne soient confrontés à une situation où les ressources d'O/G sont très abondantes sans qu'il y ait un moyen de les exploiter. Il s'agit d'une préoccupation tout à fait légitime qui doit être prise en compte.

Il est impératif de créer un fonds exclusivement dédié à l'autofinancement des investissements pétroliers/gaziers dans les pays riches en pétrole afin d'assurer la croissance interne et de mettre fin à la dépendance vis-à-vis des institutions financières occidentales. Les défis à venir ne seront pas simples, et il est temps de tirer la sonnette d'alarme.

Enfin, et surtout, la renégociation de nouveaux accords avec les entreprises internationales devrait être une priorité afin de parvenir à une approche gagnant-gagnant pour l'exploitation des ressources. Il est absolument nécessaire d'élaborer de nouveaux termes économiques, car c'est dans les pays en développement que la plupart des ressources pétrolières seront produites et consommées.

LE VICE PRÉSIDENT S'OPPOSE AU NON FINANCEMENT DES PROJETS DE GAZ

Le gouvernement fédéral a demandé à la communauté internationale de comprendre que le fait de ne pas financer les projets de gaz pour atteindre l'objectif mondial d'émissions nettes nulles ne serait pas utile aux pays en développement comme le Nigeria. Selon une déclaration publiée par le gouvernement, le vice-président Yemi Osinbajo a lancé cet appel au cours du sommet des Nations Unies consacré au plan de transition énergétique en Afrique, en mettant l'accent sur le Nigeria.

Il a déclaré que le processus de changement d'échelle dans le contexte nigérian était fondé sur les énergies propres, conformément à l'engagement du gouvernement fédéral à l'égard de l'accord de Paris sur le changement climatique. La consommation d'énergie dans les pays en développement a doublé au cours des 15 dernières années et devrait encore augmenter de 30 % au cours des 15 prochaines années.

Osinbajo déclare : "Cela signifie qu'il faut intégrer la durabilité dans notre planification économique, et donc notre plan de durabilité économique comprend un dispositif visant à fournir à cinq millions de foyers une énergie plus propre grâce à son programme d'énergie solaire décentralisée. Ainsi, on estime que 25 millions de Nigérians auront accès à l'énergie solaire." "La première phase de ce plan est déjà en cours, et nous pensons que ce type de programme permettra rapidement d'accélérer notre avancée vers les émissions nettes zéro.

C'est pourquoi la communauté internationale devrait comprendre que le plan visant à refuser de financer les projets gaziers à mesure que l'on se rapproche de l'objectif mondial d'émissions nettes nulles ne serait d'aucune utilité pour les pays en développement comme le Nigeria." Le vice-président a ajouté : " Le volet accès à l'énergie de la transition doit être lié à celui de la réduction des émissions. Pendant trop longtemps, nous avons considéré qu'il s'agissait de voies parallèles.

Or, pour atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici à 2050, il faut commencer par mettre fin à la pauvreté énergétique d'ici à 2030. Si les problèmes d'accès à l'énergie ne sont pas résolus, la demande croissante d'énergie continuera d'être satisfaite par des combustibles très polluants et qui provoquent la déforestation, tels que le diesel, le kérosène et le bois de chauffage.

Il a déclaré : "Le Nigeria s'est déjà engagé à ce que 30 % de son approvisionnement en électricité proviennent de sources renouvelables d'ici 2030. De plus, le gaz naturel est actuellement utilisé pour l'industrie, la fabrication d'engrais et la cuisine, qui sont plus difficiles à convertir que la production d'électricité". La réunion s'est toutefois déroulée à huis clos avec le Président désigné de la COP26, M. Alok Sharma, Ministre britannique et Président du Conseil de Transition Énergétique du gouvernement britannique à Whitehall.

LA PIA AUGMENTERA LA PRODUCTION PÉTROLIÈRE DU NIGERIA DE 317% POUR ATTEINDRE 4 MILLIONS DE BARILS PAR JOUR

Le Gouvernement Fédéral a déclaré que la mise en œuvre de la nouvelle loi sur l'industrie pétrolière (PIA) permettra d'augmenter la capacité de production de pétrole du Nigeria d'environ 317 %, passant de 1,2 million de barils par jour (BPD) à 4 millions. Dans son discours d'ouverture du 2021 Seplat Energy Summit à Abuja hier, le Ministre d'Etat aux Ressources Pétrolières, Chief Timipre Sylva, a déclaré que cela allait permettre au secteur pétrolier et gazier de contribuer davantage à l'économie.

Il a ajouté que le gouvernement a rejeté le concept de voie unique pour la transition énergétique et le zéro carbone net, soulignant que la transition énergétique est un processus et non un simple résultat instantané. Il a déclaré : "Le PIA 2021 contribuera sans aucun doute à exploiter le potentiel du Nigeria pour réaliser son projet d'augmenter la production de pétrole à 4 millions de barils par jour et les réserves de pétrole de 37 à 40 barils, tout en exploitant les réserves de gaz naturel du pays, estimées à 600 milliards de pieds cubes, pour fournir une énergie propre et efficace.

Ces ressources seront déterminantes pour fournir aux marchés mondiaux un large éventail d'options énergétiques, ainsi que pour soutenir l'effort mondial visant à réduire la pauvreté énergétique, comme le prévoit le 7e objectif de développement durable des Nations Unies." Selon le Ministre d'Etat, le Nigéria entend continuer à explorer et à investir dans le développement des ressources en hydrocarbures, tout en encourageant l'utilisation du gaz comme carburant de transition.

Il a précisé que le gaz serait au cœur du plan de transition énergétique du Nigeria. "Tout d'abord, l'accent est mis sur le gaz, qui est pour nous, au cœur de la transition énergétique et représente la première étape du voyage vers les énergies renouvelables, loin du pétrole. Nous avons déjà déclaré que le gaz est notre carburant de transition et qu'il représente également un carburant de destination, car nous envisageons qu'il fasse partie de notre mix énergétique d'ici 2050, compte tenu des vastes ressources qui peuvent être commercialisées et utilisées", a-t-il ajouté.

Parallèlement, le Président de Seplat Energy plc, le Dr. ABC Orjiako, a déclaré que la société s'était fixé pour objectif de mettre fin au torchage du gaz dans toutes ses opérations en 2024. Il a déclaré : "Seplat Energy fournit plus de 50 % de l'approvisionnement en gaz au Nigeria. Seplat doit supprimer les torchères en 2024. Notre plan consiste à remplacer tout le bois que nous utilisons dans les habitations par du gaz de pétrole liquéfié, une énergie plus propre."

EVOLUTION MONDIALE DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE ET PERSPECTIVES AFRICAINES

Le 07 octobre 2021, se tiendra la deuxième édition du sommet de l'énergie Seplat. Un panel d'experts de renom en la matière se réunira pour discuter du thème : Tendances mondiales de la transition énergétique - La perspective africaine. À mesure que le monde entier s'oriente vers la transition énergétique et que le changement climatique, la durabilité environnementale et le changement de politique sont au cœur des discussions sur l'énergie, il devient primordial de remédier au déficit en électricité/électricité de l'Afrique.

Cette nécessité devient encore plus impérative dans le contexte de la démographie croissante du continent. L'économie mondiale dépendra d'un mix énergétique qui donnera dorénavant la priorité aux sources d'énergie propres. La proportion de pétrole et de gaz dans le bouquet énergétique continuera de diminuer à l'avenir.

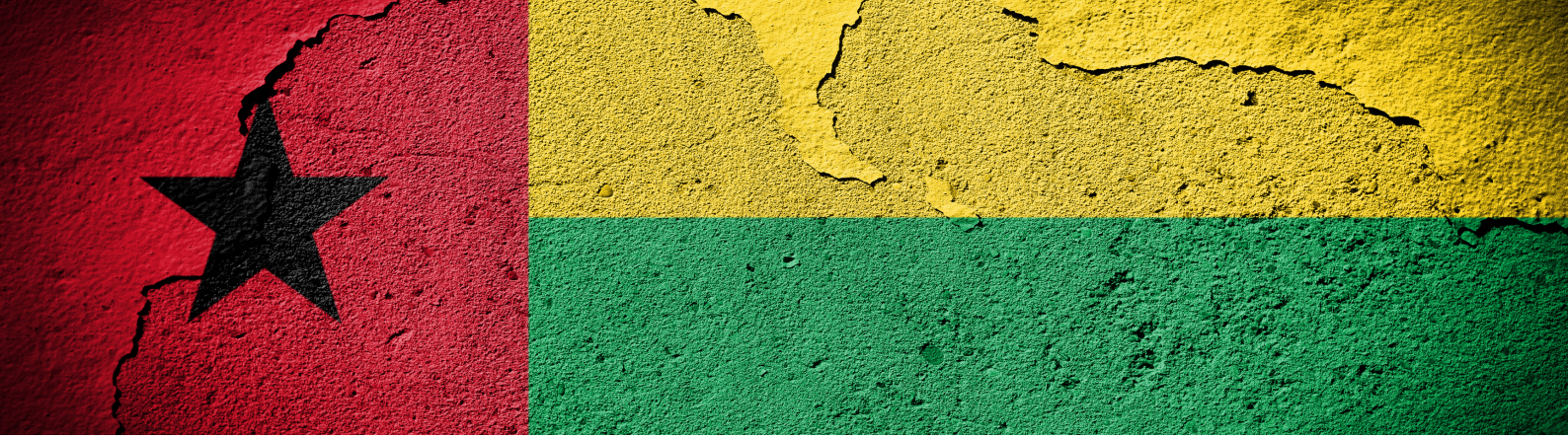
Le déclin sera plus marqué dans le secteur du pétrole que dans celui du gaz, qui est une source d'énergie plus propre. Ainsi, le gaz est appelé à jouer un rôle stratégique en tant que combustible de transition, favorisant la croissance économique et le développement en fournissant l'accès à l'énergie nécessaire, notamment pour les économies émergentes où la pauvreté énergétique constitue un obstacle permanent à la croissance économique.

Le Sommet de l'énergie de Seplat 2021 réunira d'éminents spécialistes qui examineront les différents aspects de la transition énergétique et replaceront les perspectives divergentes dans leur contexte. Le sommet se déroulera partiellement en présentiel et pour partie en ligne.

La manifestation comprendra des discours, des présentations et des tables rondes sur le thème de la transition énergétique par des experts mondiaux renommés ainsi que des professionnels chevronnés des secteurs privé et public.

Le sommet est conçu pour fournir la bonne plate-forme pour générer une discussion éclairée qui permettra de comprendre la transition énergétique pour le Continent dans le juste contexte.

Nous sommes convaincus que le Sommet de l'énergie Seplat 2021 suscitera des réflexions sur les perspectives de la transition énergétique, son impact économique, ses défis, ses perspectives et l'évolution des paradigmes de la politique de l'écosystème énergétique. Cet événement doit donner un éclairage sur un thème majeur de l'actualité mondiale, la transition énergétique.



GUINEE BISSAU, LE SENEGAL EN CHARDE DE PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT DES HYDROCARBURES DANS LA ZONE DU BASSIN MSGBC

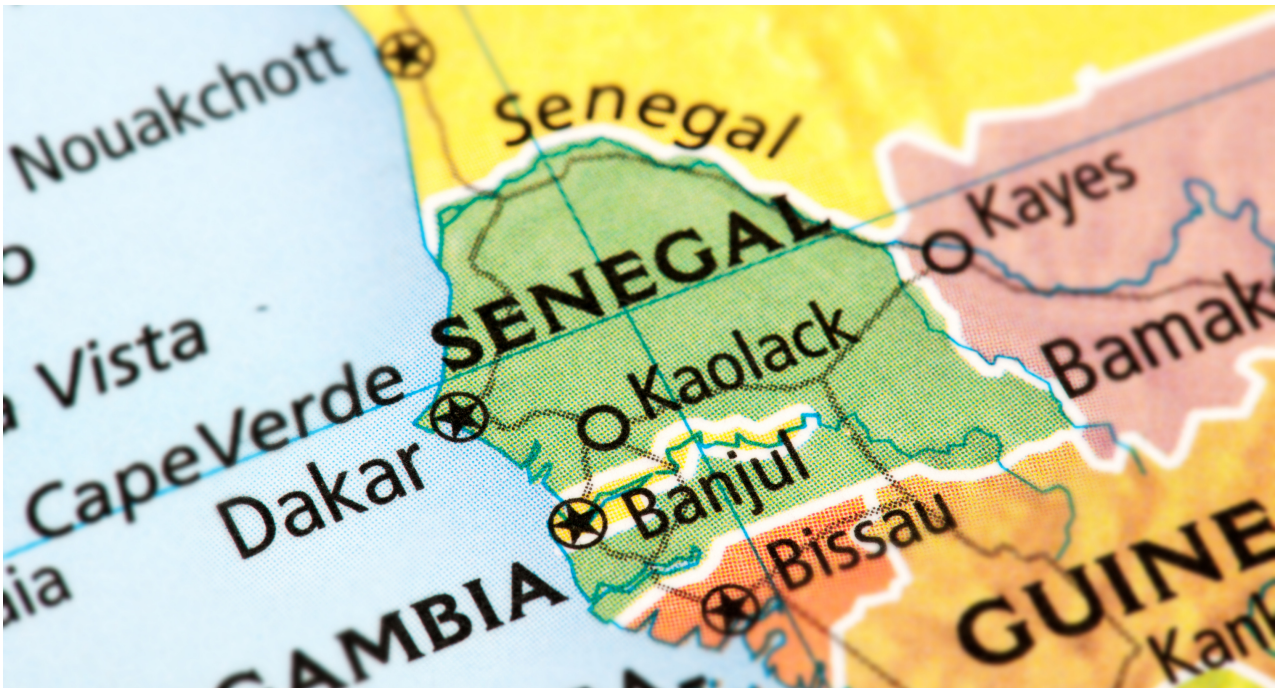
La Guinée-Bissau possède plusieurs zones offshores susceptibles d'offrir de réelles perspectives à de nombreuses sociétés indépendantes d'exploration et de production (E&P), ainsi qu'à des sociétés pétrolières internationales (IOC) qui opèrent actuellement dans plusieurs pays du bassin MSGBC, dont la suédoise Svenska Petroleum, la norvégienne PetroNor E&P et l'australienne FAR LTD, également présente en Gambie et au Sénégal. L'essentiel des activités d'E&P est mené en partenariat avec Petroguin Ep, la compagnie pétrolière et gazière nationale de Guinée-Bissau.

L'AGC dont le siège est situé à Dakar, au Sénégal, est chargé d'entreprendre des études géologiques et géophysiques, des travaux de forage et des activités liées à l'exploration et aux ressources pétrolières. Elle a également pour mission d'aider à la commercialisation et à la promotion de toutes les activités pétrolières et gazières en Guinée-Bissau. Enfin, elle joue un rôle actif en veillant à ce que l'exploitation de ces ressources naturelles se fasse d'une manière durable afin de garantir le contrôle et la protection de l'environnement marin où se trouvent ces blocs offshores.

Outre son rôle majeur dans le renforcement de la coopération régionale pour le secteur du pétrole et du gaz, l'AGC intervient également dans deux autres secteurs hautement stratégiques pour les deux pays, à savoir les mines et la pêche. La Guinée-Bissau est sans aucun doute l'un des pays les plus dotés en ressources naturelles d'Afrique et elle dispose notamment d'importants gisements de bauxite et de phosphates.

Les opérations pétrolières dans la zone AGC ont commencé en 1958 avec la Compagnie des Pétroles Total Afrique de l'Ouest (COPETAO) au Sénégal et la société EXXON en Guinée-Bissau. Au début, les opérations pétrolières se sont concentrées sur les dômes de sel (Dôme Flore et Dôme Gea) marqués par des pièges structurels. Ces opérations ont conduit à la découverte de gisements de pétrole lourd sur le Dôme Flore en 1967 et sur le Dôme Gea en 1971.

En 1991, Casamance Petroleum Ltd a obtenu le permis d'exploration d'hydrocarbures connu sous le nom de Permis Dôme Flore et a acquis un ensemble de données sismiques 3D (300km), sur le Dôme Flore et le Dôme Gea en 1971. Ce permis a expiré en 1994 et la zone a ensuite été réattribuée à la société pectine, qui a procédé au forage d'un puits d'exploration peu profond appelé "Baobab-1" sur le flanc est du Dôme Gea en 1996.



De 1997 à 1999, l'AGC a engagé des études sismiques suivies d'une vaste campagne de promotion des blocs de l'offshore profond de la zone commune dans laquelle elle a favorisé la coopération entre le Sénégal et la Guinée Bissau. A la suite de cette campagne de promotion, deux permis d'exploration d'hydrocarbures (Permis Cheval Marin et Permis Croix du Sud) ont été attribués dans les zones profondes respectivement à la société AGIP - filiale de la multinationale pétrolière Eni- and fusion Oil & Gas NL, au début de l'année 2001.

Ces deux sociétés ont ensuite réalisé des travaux conséquents d'études sismiques 2D et 3D, d'études magnétiques, gravimétriques, géochimiques, dans leurs permis respectifs. L'AGC est aujourd'hui en partenariat avec de nombreux acteurs pétroliers et gaziers dont Petroguin E&P, Oryx Petroleum, CNOOC/NEXEN, Tender Oil &Gas SARL Best Petroleum, entre autres. Un prochain appel d'offres pourrait attirer encore plus d'acteurs sur les blocs offshores gérés par l'AGC.

Ainsi aujourd'hui, après les différentes découvertes majeures dans les eaux offshores du Sénégal (SNE, SAGOMAR) et aux frontières de la Mauritanie (GTA) entre 2014 et 2017, la région a retrouvé un regain d'intérêt pour le développement du potentiel en hydrocarbures du bassin MSGBC, resté largement sous-exploré.

Les blocs offshores dont la gestion et la promotion sont assurées par l'AGC dans le cadre de futurs appels d'offres comptent actuellement de nombreuses sociétés E&P de taille moyenne qui procèdent à l'analyse des données sismiques obtenues et prospectent le pétrole et le gaz. Mais la Guinée-Bissau et ses partenaires sénégalais souhaitent attirer de nouveaux investisseurs, et éventuellement s'associer à des compagnies pétrolières internationales qui pourraient contribuer à financer une campagne d'exploration et de forage plus intensive.

Compte tenu de la demande croissante d’énergie renouvelable et de l'intérêt grandissant des acteurs internationaux pour l'investissement, le développement et la réussite en Afrique, Energy Capital & Power organisera la conférence et l'exposition MSGBC Oil, Gas & Power 2021 les 2 et 3 décembre prochains.

La conférence sera axée sur le renforcement des partenariats régionaux et sur la stimulation des investissements et du développement dans les secteurs du pétrole, du gaz et de l'électricité. La conférence réunira les parties prenantes internationales régionales et offrira des opportunités africaines, en constituant une véritable plate-forme orientée vers la croissance du secteur de l'énergie en Afrique.

NIGERIA ONE

CONTACTEZ-NOUS

- **Notre site web :** www.nigeria-one.com/fr/
- **Par e-mail :** contact@nigeria-one.com
- **Adresse :** Cité Keur Gorgui Lot 71 suite # 2G Dakar, Sénégal
- **Rejoignez-nous sur les réseaux sociaux :**